

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 19 JANVIER 1927

Rapport de la Commission de la Justice, chargée de l'examen du Budget
du Ministère de la Justice pour l'exercice 1927.

(Voir le n° 5-IV du Sénat.)

Présents : MM. BRAUN, président ; DE LEY, DE PIERPONT SURMONT DE VOLSBERGHE, DESWARTE, DUBOST, LIGY, PIRARD et TSCHOFFEN, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

En 1927, les crédits sollicités pour le Ministère de la Justice atteignent la somme totale de 200,869,092 francs.

En 1926, il a été dépensé 164 millions 151,470 francs.

L'augmentation prévue est de 36 millions 717,352 francs.

En réalité, tout semble faire prévoir qu'elle sera plus considérable.

En effet, si depuis deux ans les crédits non limitatifs ont été supprimés, il n'en reste pas moins que des crédits supplémentaires doivent être sollicités du Parlement pour mettre les crédits en concordance avec les dépenses réellement effectuées.

Or, le budget est établi en tenant compte d'un index moyen de 735.

Il est aujourd'hui à 741 et rien ne démontre qu'il baissera.

Dès à présent donc, les prévisions budgétaires apparaissent comme ne correspondant plus aux réalités : la partie mobile des traitements, l'entretien des prisonniers, des aliénés, des pupilles de

l'Etat, etc., exigeront des sommes plus considérables que celles qui sont prévues.

Ces constatations — augmentation prévue de plus de 36 millions, augmentation réelle plus considérable encore — sont de nature à nous inquiéter. Elles nous imposent le devoir de rechercher si tout ce qui pouvait être fait a été fait pour réduire les dépenses.

Le Gouvernement, lors de sa constitution, a annoncé qu'il allait accentuer la politique d'économie pratiquée avant lui.

Quel a été le résultat de ses efforts ?

LE NOMBRE DE FONCTIONNAIRES.

Le 30 juin 1914, le Département de la Justice comptait 221 fonctionnaires, se répartissant comme suit :

Secrétaire du Cabinet . . .	1
Secrétaire général . . .	1
Administration direct. gén. . .	—
Directeurs généraux . . .	8
Inspecteurs généraux. . .	2

A reporter. 12

(2)

	Report.	12
Directeurs	20	
dont 1 en disponibilité.		
Inspecteurs	6	
Chefs de division	13	
Chefs de bureau	26	
Contrôleurs	—	
Sous-chefs de bureau	21	
Commis	60	
Commis classeurs	8	
Commis expéditionnaires	9	
Commis expéditeurs	1	
A reporter.	176	

	Report.	176
Huissiers	2	
Messagers	15	
Garçons de bureau	6	
Concierges	2	
Nettoyeuses	13	
Agents des prisons	5	
Architecte	1	
Photographe	1	
Total.	221	

Le tableau ci-dessous indique, année par année, les augmentations ou diminutions du cadre administratif :

Nombre de fonctionnaires au 31 décembre :

	1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926
Chef du cabinet	1	—	—	—	—	—	1	—
Secrétaire du Ministre	1	1	1	1	1	1	1	—
Secrétaire général	1	1	1	1	1	1	1	1
Administrateur Directeur général	1	1	1	1	1	1	1	1
Directeurs généraux	9	9	11	11	11	11	11	12
Inspecteurs généraux	3	3	5	5	4	3	3	3
Directeurs	13	14	21	23	23	21	23	22
Inspecteurs	4	4	6	7	8	7	6	7
Sous-directeurs	17	20	18	18	20	21	24	27
Chef traducteur	—	—	—	—	—	—	1	1
Conseillers juridiques	—	—	—	—	—	—	5	6*
Contrôleurs	1	1	2	2	2	1	—	—
Chefs de bureau	32	29	31	34	35	34	37	34
Sous-chefs de bureau	29	39	38	32	34	37	26	35
Commis rédacteur	66	82	82	86	80	75	68	54
Sténos-dactylos	—	—	—	—	—	—	—	5
Commis d'ordre	—	—	—	—	—	—	11	11
Commis classeurs	21	26	30	32	25	25	13	13
Commis expéditeurs	18	21	20	23	24	25	20	20
Commis expéditionnaires	2	2	2	2	2	2	2	2
Agents techniques	—	—	—	—	—	—	2	2
Ingénieur	—	—	—	—	—	—	—	1
Huissiers	2	2	3	5	5	5	5	5
Messagers	18	18	18	18	18	18	18	18
Garçons de bureau	7	7	9	11	11	11	11	10
Concierges	6	6	6	6	6	6	5	4
Nettoyeuses	16	20	22	22	22	24	26	23
Chef du service photographique	1	1	1	1	1	1	1	1
Photographe	1	1	1	1	1	1	1	1
Agents en disponibilité	5	5	5	5	5	5	4	4
Chauffeur	—	1	1	—	—	—	—	—
Inspecteurs adjoint O. P. E.	—	2	2	2	2	1	1	1
	275	316	335	349	342	337	328	324

* dont 2 assimilés aux sous-directeurs.

» 3 » aux chefs de bureau.

» 1 assimilé au sous-chef de bureau.

L'application d'un nouveau règlement élaboré par le précédent Gouvernement, publié par arrêté royal du 25 novembre 1925 et auquel le Gouvernement actuel n'a pas touché, doit amener, avant peu, une sérieuse régression du nombre des agents.

Il prévoit, au fur et à mesure des vacances, la suppression de :

- 1 place d'administrateur général;
- 3 places de directeur général à titre effectif;
- 3 places de directeur général à titre personnel;
- 4 places de directeur;
- 3 places de sous-directeur;
- 2 places d'inspecteur.

Dans les autres départements, entre le grade de directeur et celui de directeur général, on a créé le grade d'inspecteur général administratif.

Il n'est pas admis par le règlement ci-dessus visé.

La réduction du nombre des commis doit également, aux termes de ce règlement, se produire au fur et à mesure des vacances.

Dès 1927, par application de ce règle-

ment, le personnel supérieur sera nécessairement diminué de :

- 1 administrateur directeur général;
- 1 directeur général;
- 1 directeur;
- 1 sous-directeur.

Lorsque le règlement aura produit tous ses effets, la proportion des fonctionnaires supérieurs, au regard de l'ensemble des agents, sera réduite à ce qu'elle était en 1914.

Il est équitable de noter que l'augmentation, sur 1914, des effectifs des administrations centrales est, pour l'ensemble des départements, de 116 p. c. Elle n'atteint que 50 p. c. au département de la Justice, justifiée en partie par l'adjonction à ce Département de services nouveaux transférés d'autres ministères, notamment le service des orphelins de la guerre.

* * *

L'administration centrale ne représente qu'une minime proportion du nombre total du personnel dépendant du Ministère de la Justice.

Le tableau ci-dessous permettra de s'en rendre compte :

Tableau comparatif du personnel total (services administration centrale et extérieurs) au 1^{er} juillet 1914 et au 1^{er} janvier 1926. — Coefficient d'augmentation.

	Adminis- tration centrale.	Moniteur.	Prisons.	Police judiciaire	Ordre judiciaire.	Écoles de bienfai- sance.	Établisse- ments de bienfai- sance.	Total.
1 ^{er} juillet 1914 . .	221	174	1,058	—	1,875	428	508	4,264
1 ^{er} janvier 1926. .	328	209	1,356	205	2,228	378	405	5,169
	+ 107	+ 35	+ 298	+ 205	+ 353	— 50	— 43	+ 905
	+ 50 %	+ 20 %	+ 28 %	—	+ 19 %	—	—	+ 21 ½ %

La lecture de ce tableau appelle certains commentaires.

A. *Police judiciaire*. Il s'agit d'un organisme entièrement nouveau. Les chefs des parquets estiment que son rendement est bon.

B. *Prisons*. L'augmentation du personnel est due en partie à l'application de la loi de 8 heures.

Un projet de loi, déposé par le précédent Gouvernement, prévoit la suppression d'un certain nombre de prisons dont l'utilité ne correspond en aucune façon aux dépenses qu'elles nécessitent.

Voté par le Sénat, voici de nombreux mois, ce projet n'est pas encore rapporté à la Chambre.

Le Gouvernement a, dans une certaine mesure, obvié aux effets regrettables de la carence législative en procédant, par la voie administrative, à certaines réductions.

Il y a lieu de l'en féliciter.

Le Sénat trouvera dans le tableau ci-dessous, des chiffres lui permettant de suivre l'augmentation jusqu'en 1922, puis la diminution, lente mais continue, du nombre des agents du département.

**Statistique du personnel de l'administration centrale et des services extérieurs
du Ministère de la Justice.**

	31-7-1914	1-1-1919	1-1-1920	1-1-1921	1-1-1922	1-1-1923	1-7-1923
Adm. centrale .	221	220	275	316	335	349	349
Services extér. .	2,167	2,150	2,190	2,528	2,689	2,600	2,553
Ordre judiciaire.	1,875	2,020	2,263	2,604	2,700	2,669	2,573
	4,263	4,370	4,728	5,538	5,724	5,618	5,475

	1-1-1924	1-7-1924	1-1-1925	1-7-1925	1-1-1926	1-7-1926
Adm. centrale .	342	346	337	334	328	331
Services extér. .	2,653	2,642	2,645	2,632	2,613	2,601
Ordre judiciaire	2,381	2,360	2,327	2,240	2,228	2,188
	5,376	5,348	5,309	5,206	5,169	5,120

**LA RÉFORME DE L'ORGANISATION
JUDICIAIRE.**

Les membres de l'ordre judiciaire étaient, au 1^{er} juillet 1914, au nombre de 1,875.

Le 1^{er} janvier 1926 on en comptait 2,228.

Le Gouvernement précédant a déposé un projet de réorganisation judiciaire

prévoyant toutes les réductions compatibles avec le fonctionnement d'une bonne justice.

Le Gouvernement actuel a repris ce projet, et, devant l'impossibilité de le faire aboutir de suite, en a fait voter un autre qui interdit les nominations nouvelles.

Votre Commission ne peut que s'en déclarer satisfaite.)

Voici le tableau des places laissées vacantes depuis décembre 1925 :

MAGISTRATS NON REMPLACÉS	Economies réalisées au 15-12-1926
<i>Cour de cassation :</i>	
2 conseillers . . . fr.	79,500
1 avocat général . . .	38,500
<i>Cour d'appel :</i>	
10 conseillers . . .	315,000
2 greffiers . . .	38,800
<i>Cour militaire :</i>	
1 président . . .	21,000
<i>Tribunal de première instance :</i>	
9 juges . . .	182,100
4 greffiers . . .	61,800
11 juges de paix . . .	191,000
4 greffiers . . .	28,200
2 greffiers adjoints . . .	16,800
Fr. 972,700	

Signalons que, le 23 novembre 1926, le Sénat a voté la suppression de trois

conseils de guerre permanents et émettons le vœu que la Chambre ne tarde pas à ratifier cette mesure opportune.

Enfin notons que des réductions nouvelles d'agents temporaires suivront la liquidation des séquestres et que la suppression d'emplois effectifs dans le personnel des greffes se poursuit au fur et à mesure des vacances.

Dans le courant de l'année 1926, il a été supprimé :

11 places d'employés de parquets effectifs et temporaires, d'où économie de . . . fr.	77,000
31 places d'employés de greffe .	244,000
5 places de messagers temporaires	35,000
— — — — —	
47 agents, économie totale, fr.	356,800

Il sera intéressant de mettre sous les yeux du Sénat un tableau qui lui permettra de constater que ce n'est pas au Département de la Justice que le coefficient d'augmentation sur 1914 est le plus considérable.

DÉPENSES D'ADMINISTRATION

Comparaison des propositions budgétaires de 1927 avec les crédits votés pour 1914.

BUDGETS.	CRÉDITS VOTÉS POUR 1914.	CRÉDITS DEMANDÉS POUR 1927.	Coefficient d'augmentation.
Dotations fr.	5,624,759 »	16,659,272 »	2.96
Justice	32,286,800 »	200,869,092 »	6.23
Affaires étrangères	5,118,291 »	51,095,456 70	9.98
Intérieur et Hygiène.	8,249,660 »	46,177,172 »	5.59
Sciences et Arts	46,793,948 »	569,974,592 20	12.18
Agriculture.	12,883,424 »	53,646,344 »	4.16
Travaux publics	22,256,000 »	121,190,732 »	5.44
Industrie, Travail et Prévoyance sociale. .	26,897,600 »	294,531,053 33	10.95
Colonies	1,442,925 »	6,943,041 »	4.81
Défense nationale.	89,912,225 »	597,606,849 »	6.64
Gendarmerie	11,267,230 »	91,672,401 »	8.13
Finances	26,544,050 »	237,263,424 »	8.93
Total . . fr.	289,276,912 »	2,287,629,429 23	7.90

On fera sans doute observer que le coefficient d'augmentation des dépenses administratives en 1927, comparé à 1914, n'est pas exagéré (790 p. c.); il n'est pas loin de correspondre à la diminution de la valeur de notre monnaie, qui a été en quelque sorte consacrée par le récent arrêté de stabilisation.

L'observation ne serait pas pertinente et ce par la double raison que, fort heureusement, beaucoup de dépenses ne se multiplient pas nécessairement par sept ou huit et que nous pouvions nous permettre en 1914 des dépenses que la situation du Trésor nous interdit en 1927.

La compression des dépenses doit donc se poursuivre avec une inlassable persévérance et une énergie que l'augmentation brute des crédits pour 1927, due à l'avilissement de notre monnaie, rend plus impérieusement nécessaire que jamais.

Au Département de la Justice on a fait, dans ce domaine, le possible pour ce qui regarde le service judiciaire; il reste beaucoup à faire en ce qui concerne les services administratifs.

Cependant, l'application de l'arrêté de novembre 1925 — encore insuffisant — donnera, avec le temps, des résultats appréciables.

* * *

Il nous reste à présenter quelques observations touchant deux points spéciaux.

LES FERMES ÉCOLES.

On a annexé aux écoles de bienfaisance de Moll, Saint-Hubert et Ruysselede, des fermes, d'étendue considérable, dont l'exploitation, malgré les avantages divers qui leur sont assurés par l'Etat, a clôturé, en 1924-1925, par un *déficit* de fr. 97,521-48.

L'opération financière est déplorable; le résultat, au point de vue de la rééducation des pupilles de l'Etat, ne vaut pas mieux. Les rapports des directeurs de

ces établissements sont formels : il suffit, pour que les enfants recueillis dans les écoles de bienfaisance puissent se livrer aux travaux des champs, de laisser annexés aux écoles de bienfaisance les terrains nécessaires à la culture ménagère, aux travaux d'horticulture.

Une décision ministérielle du 12 septembre 1925 faisait remise au Département des Finances des vastes étendues dont l'exploitation se faisait au détriment des finances de l'Etat, de la bonne tenue des écoles et de la santé morale des enfants qui y étaient hébergés (une seule ferme, celle de Ruysselede, s'étendait sur 225 hectares !).

Le 2 mars 1926, M. le Ministre de la Justice est revenu sur cette décision.

C'est regrettable. Notons cependant que la mesure prise en septembre aura eu du moins pour résultat d'attirer l'attention sur de nombreuses erreurs commises précédemment par l'administration.

L'étendue des terrains a été considérablement réduite et les méthodes d'exploitation améliorées de façon à réduire les inconvénients qui en résultèrent.

Mais il est à noter que cette nouvelle organisation exige un surveillant pour 10 élèves !

LES ORPHELINS DE LA GUERRE.

Le subside à l'Œuvre des orphelins de la guerre, qui devrait normalement décroître à mesure que nous nous éloignons de la date des hostilités, passe de 9,000,000 à 9,165,000 francs.

Parmi les raisons invoquées pour justifier cet accroissement, on note le fait que l'Œuvre va *étendre son patronage* à un millier d'orphelins belges séjournant en France.

On peut se demander si étant donné la parcimonie avec laquelle — la nécessité faisant loi — les pouvoirs publics doivent assister nos concitoyens demeurés sur le sol patrial, il est bien indiqué,

huit ans après l'armistice, d'inaugurer un service nouveau en faveur d'enfants qui sont fixés à l'étranger et qui, très vraisemblablement, ne rejoindront pas la mère-patrie ?

* * *

Votre Commission a émis le vœu que, l'an prochain, elle ait à délibérer sur un projet de budget en diminution notable.

Elle vous propose l'adoption de celui qui vous est soumis.

Le présent rapport a été admis à l'unanimité.

Le Président,
ALEXANDRE BRAUN.

Le Rapporteur,
PAUL TSCHOFFEN.

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 19 JANUARI 1927

Verslag uit naam der Commissie voor de Justitie, belast met het onderzoek der begrooting van het Ministerie van Justitie over het dienstjaar 1927.

(Zie n^o 5-IV van den Senaat.)

Aanwezig : de heeren BRAUN, voorzitter; DE LEY, DE PIERPONT SURMONT, DE VOLSBERGHE, DESWARTE, DUBOST, LIGY, PIRARD en TSCHOFFEN, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

In 1927 bereiken de voor het Ministerie van Justitie gevraagde credieten het globaal bedrag van 200,869,092 fr.

In 1926 werd er uitgegeven 164 miljoen 151,470 frank.

De voorziene verhoging bedraagt 36,717,352 frank.

In werkelijkheid schijnt alles erop te wijzen dat zij aanzienlijker zal zijn.

Inderdaad, zoo de onbeperkte credieten sedert twee jaar werden afgeschaft, blijft het niettemin waar dat er bij het Parlement aanvullende credieten dienen aangevraagd om de credieten in overeenstemming te brengen met de werkelijke uitgaven.

Welnu, de begrooting is opgemaakt op grondslag van een gemiddeld indexcijfer 735.

Thans bereikt het 741 en niets bewijst ons dat het zal dalen.

Van stonden aan blijken de begrotingsvooruitzichten bijgevolg niet meer overeen te stemmen met de werkelijkheid; het veranderlijk gedeelte der wedden, het onderhoud der gevangenen, der krankzinnigen, der regeeringskin-

deren, enz., zullen aanzienlijker sommen vergen dan die welke werden voorzien.

Deze vaststellingen — voorziene verhoging van meer dan 36 miljoen, werkelijke verhoging die nog aanzienlijker zal zijn, — moeten ons onrust inboezemen. Zij maken het ons tot plicht na te gaan of al het mogelijke gedaan werd om de uitgaven te besnoeien.

Toen de Regeering is tot stand gekomen, heeft zij aangekondigd dat zij de door de vorige Regeering gevolgde bezuinigingspolitiek zou voortzetten.

Welke was de uitslag van haar pogingen ?

AANTAL AMBTENAREN.

Op 30 Juni 1914, telde het Departement van Justitie 221 ambtenaren, onderverdeeld als volgt :

Secretaris van het Kabinet. . . .	1
Secretaris-generaal	1
Beheerder directeur-generaal. . .	—
Directeurs-generaal	8
Inspecteurs-generaal	2
Over te dragen. . . .	12

(2)

	Overdracht.	12		Overdracht.	176
Directeurs.		20	Deurwaarders.		2
waarvan 1 beschikbaar gesteld.			Boden		15
Inspecteurs		6	Kantoorjongens		6
Afdeelingshoofden		13	Huisbewaarders		2
Bureeloversten		26	Schoonmaaksters.		13
Controleurs		—	Bedienden der gevangenen		5
Bureelonderoversten		21	Bouwkundige.		1
Klerken		60	Fotograaf		1
Klerken-klasseerders.		8			—
Klerken-expeditionnaires.		9		Te zamen.	221
Klerken bij de expeditie.		1			
	—	—			
Over te dragen.		176			

Onderstaande tabel duidt jaar per jaar de vermeerdering of vermindering van het administratief kader aan :

Aantal ambtenaren op 31 December :

	1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926
Kabinetshoofd	1	—	—	—	—	—	1	—
Secretaris van den Minister	1	1	1	1	1	1	1	—
Secretaris-Generaal	1	1	1	1	1	1	1	1
Beheerder Directeur-generaal	9	9	11	11	11	11	11	12
Directeurs-generaal	3	3	5	5	4	3	3	3
Inspecteurs-generaal	13	14	21	23	23	21	23	22
Directeurs	4	4	6	7	8	7	6	7
Inspecteurs.	17	20	18	18	20	21	24	27
Onderdirecteurs	—	—	—	—	—	—	1	1
Hoofdvertaler	—	—	—	—	—	—	5	6*
Rechtskundige adviseurs.	1	1	2	2	2	1	—	—
Controleurs	32	29	31	34	55	34	37	34
Bureeloversten.	29	39	38	32	34	37	26	35
Bureelonderoversten	66	82	82	86	80	75	68	54
Klerken-opstellers.	—	—	—	—	—	—	—	5
Steno-typisten.	—	—	—	—	—	—	11	11
Ordeklerken	21	26	30	32	25	25	13	13
Klerken-klasseerders	18	21	20	23	24	25	20	20
Klerken-expeditionnaires	2	2	2	2	2	2	2	2
Klerken bij de expeditie	—	—	—	—	—	—	2	2
Technische bedienden.	—	—	—	—	—	—	—	1
Ingenieur	2	2	3	5	5	5	5	5
Deurwaarders	18	18	18	18	18	18	18	18
Boden	7	7	9	11	11	11	11	10
Kantoorjongens	6	6	6	6	6	6	5	4
Huisbewaarders	16	20	22	22	22	24	26	23
Schoonmaaksters	1	1	1	1	1	1	1	1
Hoofd van den fotografischen dienst	1	1	1	1	1	1	1	1
Fotograaf	5	5	5	5	5	5	4	4
Beschikbare bedienden	—	1	1	—	—	—	—	—
Autovoerder	—	2	2	2	2	1	1	1
Toegevoegde inspecteurs bij W. V. K.	—	—	—	—	—	—	—	—
	275	316	335	349	342	337	328	324

* waaronder 2 gelijkgesteld met onderdirecteur,

» 3 » » bureeloverste,

» 1 » » bureelonderoverste.

De toepassing van een nieuw reglement, opgemaakt door de vorige Regeering en bekend gemaakt bij Koninklijk besluit van 25 November 1925, en waaraan de huidige Regeering niet heeft geraakt, moet eerlang tot eene merkelijke vermindering van het aantal bedienden aanleiding geven.

Het voorziet, naar gelang deze plaatsen openvallen, de afschaffing van :

- 1 plaats van algemeen-beheerder;
- 3 plaatsen van directeur-generaal ten werkelijken titel;
- 3 plaatsen van directeur-generaal ten persoonlijken titel;
- 4 plaatsen van directeur;
- 3 plaatsen van onderdirecteur;
- 2 plaatsen van inspecteur.

In de overige departementen heeft men tusschen den graad van directeur en dien van directeur-generaal den graad ingevoerd van algemeen-bestuursopziener.

Dit laat voormeld reglement niet toe.

De vermindering van het aantal klerken moet insgelijks, naar luid van dit reglement, geschieden naarmate er plaatsen openvallen.

Vanaf 1927 zal bij toepassing van dit

reglement het hooger personeel noodzakelijk verminderd worden met :

- 1 beheerder directeur-generaal;
- 1 directeur-generaal;
- 1 directeur;
- 1 onderdirecteur.

Wanneer het reglement volledig zal toegepast zijn, zal de verhouding der hoogere ambtenaren ten opzichte van het globaal aantal bedienden herleid zijn tot de verhouding van 1914.

Het betaamt te doen opmerken dat de vermeerdering, tegenover 1914, van de getalsterkte der hoofdbesturen voor al de departementen 116 t. h. bedraagt. Zij bereikt slechts 50 t. h. in het Departement van Justitie, en dan nog is zij gewettigd door het toevoegen aan dit departement van nieuwe diensten overgebracht uit andere ministeries, inzonderheid den dienst der oorlogsweezen.

* *

Het hoofdbestuur vertegenwoordigt slechts een gering gedeelte van het globaal personeel dat van het Ministerie van Justitie afhangt.

Uit onderstaande tabel kan men zich hiervan rekenschap geven :

Vergelijkende tabel van het globaal personeel (hoofdbestuur en buitendiensten) op 1 Juli 1914 en op 1 Januari 1926. — Verhoogingscoëfficiënt.

	Hoofdbestuur.	Moniteur.	Gevangenen.	Rechterlijke politie.	Rechterlijke orde.	Weldadigheids-scholen.	Weldadigheids-gestichten.	Totaal.
1 Juli 1914 . . .	221	174	1,058	—	1,875	428	503	4,204
1 Januari 1926 . .	328	209	1,356	205	2,228	378	465	5,169
	+ 107	+ 35	+ 298	+ 205	+ 353	— 50	— 43	+ 905
	+ 50%	+ 20%	+ 28%	—	+ 19%	—	—	+ 21 ½ %

De lezing van deze tabel vergt eenig commentaar :

A. *Rechterlijke politie.* Het betreft hier een gansch nieuwe instelling. De hoofden der parketten meenen dat zij behoorlijk werk levert.

B. *Gevangenen.* De vermeerdering van het personeel is gedeeltelijk te wijten aan de toepassing der achturenwet.

Een wetsontwerp, door de vorige Regeering ingediend, voorziet de afschaffing van een zeker aantal gevangenen, wier nut geenszins overeenkomt met de uitgaven die zij veroorzaken.

Reeds sedert lange maanden door den

Senaat gestemd, werd over dit ontwerp nog geen verslag uitgebracht in de Kamer.

De Regeering heeft eenigermate de betreuenswaardige gevolgen der traagheid van de wetgeving verholpen met, langs bestuurlijken weg, tot sommige verminderingen te besluiten.

Zij dient erom gelukgewenscht.

De Senaat vindt in onderstaande tabel de cijfers aan de hand derwelken de vermeerdering tot in 1922, daarna de langzame doch voortdurende vermindering van het aantal bedieningen, in het departement kan nagaan.

Statistiek van het personeel van het hoofdbestuur en van de buitendiensten van het Ministerie van Justitie.

	31-7-1914	1-1-1919	1-1-1920	1-1-1921	1-1-1922	1-1-1923	1-7-1923
Hoofdbestuur .	221	220	275	316	335	349	349
Buitendiensten.	2,167	2,130	2,190	2,528	2,609	2,600	2,553
Rechterlijke orde.	1,875	2,020	2,263	2,604	2,700	2,669	2,573
	4,263	4,370	4,728	5,538	5,724	5,618	5,475

	1-1-1924	1-7-1924	1-1-1925	1-7-1925	1-1-1926	1-7-1926
Hoofdbestuur .	342	346	337	334	328	331
Buitendiensten .	2,653	2,642	2,645	2,632	2,613	2,601
Rechterlijke orde .	2,381	2,360	2,327	2,240	2,228	2,188
	5,376	5,348	5,309	5,206	5,169	5,120

DE HERVORMING VAN DE RECHTERLIJKE INRICHTING.

Op 1 Juli 1914 telde de rechterlijke orde 1,875 leden.

Op 1 Januari 1926 waren er 2,228.

De vorige Regeering heeft een ontwerp ingediend tot rechterlijke herinrichting waarbij al de verminderingen

worden voorzien die strooken met de werking eener goede rechtsbedeeling.

De huidige Regeering heeft bedoeld ontwerp overgenomen en, ten overstaan van de onmogelijkheid het dadelijk tot een einde te brengen, een ander doen stemmen waarbij de nieuwe benoemingen verboden worden.

Uwe Commissie kan slechts haar vol-doening hierover uitdrukken.

Hier volgt de tabel der plaatsen die openzijn gebleven sedert December 1925 :

NIET VERVANGEN MAGISTRATEN.	Verwezenlijkte bezuiniging op 15-12-1925.
<i>Hof van Verbreking :</i>	
2 raadsheeren . . . fr.	79,500
1 advocaat-generaal . .	38,500
<i>Hof van Beroep :</i>	
10 raadsheeren . . .	315,000
2 griffiers . . .	38,000
<i>Krijgshof :</i>	
1 voorzitter . . .	21,000
<i>Rechtbank van eersten aanleg :</i>	
9 rechters . . .	182,100
4 griffiers . . .	61,800
11 vrederechters . . .	191,000
4 griffiers . . .	28,200
2 adjunct-griffiers . .	16,800

Fr.	972,700

Laten wij er op wijzen dat de Senaat op 23 November 1926 de opheffing heeft gestemd van drie bestendige krijgsraden

en den wensch uitdrukken dat de Kamer dezen zeer gepasten maatregel zou goedkeuren.

Stippen wij ten slotte aan dat nieuwe verminderingen van tijdelijke bedienden de vereffening der sekwesters zullen volgen en dat de opheffing van werkelijke bedieningen bij het personeel der griffiers voortgezet wordt naarmate plaatsen open vallen.

In den loop van het jaar 1926 werden opgeheven :

11 plaatsen van werkelijke en tijdelijke bedienden bij de parketten, vanwaar een bezuiniging van fr. 77,000

31 plaatsen van griffiebedienden 244,000

5 plaatsen van tijdelijken bode 35,000

— — — — —
47 bedienden, globale bezuiniging fr. 356,800

Het is belangwekkend den Senaat een tabel voor te leggen waaruit blijkt dat het vermeerderingscoëfficiënt op 1914 niet het grootste is in het Departement van Justitie.

BESTUURSUITGAVEN

Vergelijking der begrootingsvoorstellen voor 1927 met de credieten voor 1914 gestemd

BEGROOTINGEN.	CREDIETEN GESTEMD VOOR 1914.	CREDIETEN GEVRAAGD VOOR 1927.	Vermeerderings- coëfficiënt.
Dotatiën fr.	5,624,759 »	16,659,272 »	2.96
Justitie	32,286,800 »	200,869,092 »	6.23
Buitenlandsche Zaken	5,118,291 »	51,095,456 70	9.98
Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid .	8,249,660 »	46,177,172 »	5.59
Kunsten en Wetenschappen	46,793,943 »	569,974,532 10	12.18
Landbouw	12,883,424 »	53,646,344 »	4.16
Openbare Werken	22,256,000 »	121,190,732 »	5.41
Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg . .	26,897,600 »	294,531,053 33	10.95
Koloniën	1,442,925 »	6,943,011 »	4.81
Landsverdediging	89,912,225 »	597,606,849 »	6.64
Gendarmerie	11,267,230 »	91,672,401 »	8.13
Financiën	26,544,050 »	237,263,424 »	8.93
Totaal . . . fr.	289,276,912 »	2,287,629,429 23	7.90

Allicht zal men doen opmerken dat het verhoogingscoëfficiënt der bestuursuitgaven in 1927, vergeleken met 1914, niet overdreven is (790 t. h.); het stemt nagenoeg overeen met de waardevermindering onzer munt, die, in zekeren zin, door het jongste besluit op de stabilisatie werd bekrachtigd.

Deze opmerking ware niet steekhoudend en wel om de tweevoudige reden dat, hoogst gelukkig, vele uitgaven niet noodzakelijk met zeven of acht worden vermenigvuldigd en dat wij ons, in 1914, uitgaven mochten veroorloven die de toestand der Schatkist ons in 1927 ontzegt.

De inkrimping der uitgaven moet dus met een vastberadenheid en een krachtadigheid worden voortgezet die de bruto verhooging der credieten voor 1927, te wijten aan de inzinking van onze munt, meer dan ooit noodzakelijk maakt.

Bij het Departement van Justitie heeft men op dit gebied het mogelijke gedaan, wat den rechterlijken dienst betreft; veel blijft te doen voor de bestuursdiensten.

De toepassing van het besluit van November 1925 — ofschoon nog onvoldoende — zal, met den tijd, uitstekende gevolgen afwerpen.

Enkele opmerkingen betreffende twee speciale punten.

DE SCHOOL-HOEVEN.

Bij de weldadigheidsscholen te Moll, Saint-Hubert en Ruyssede, werden hoeven met groote uitgestrektheid gevoegd, waarvan de exploitatie, trots verschillende voordeelen die door den Staat werden ingeruimd, in 1924-1925, met een tekort sloot van fr. 97,521-48.

Deze financieele verrichting is jammerlijk; de uitslag, met het oog op de

heropleiding der regeeringskinderen is niet veel beter. De verslagen van de bestuurders dezer inrichtingen zijn uitdrukkelijk : opdat de in de weldadigheidsscholen opgenomen kinderen zich met veldarbeid zouden kunnen bezig houden, volstaat het bij de weldadigheidsscholen de noodige gronden te laten voor moestelt en tuinbouw.

Bij ministerieele beslissing van 12 September 1925 ontving het Departement van Financiën uitgestrekte gebieden waarvan de ontginning geschiedde ten nadeele van 's lands penningen, van den goeden gang der scholen en van de zedelijke gezondheid der kinderen die aldaar waren ondergebracht (een enkele hoeve, die van Ruyssede, besloeg 225 hectaren !).

Op 2 Maart 1926 kwam de Minister van Justitie op dit besluit terug.

Dat is te betreuren. Toch moet worden aangestipt dat de in September genomen maatregel ten minste voor gevolg hebben zal dat de aandacht wordt gevestigd op talrijke dwalingen die vroeger door het bestuur werden begaan.

De uitgestrektheid der gronden werd merkkelijk verminderd en de ontginningsmethoden verbeterd om aan de bezwaren tegemoet te komen.

Aan te stippen valt dat deze nieuwe inrichting één toezichter voor elke tien kinderen vergt !

DE OORLOGSWEEZEN.

De toelage aan het Werk der Oorlogsweezen, die normaal moest afnemen naarmate de oorlog verder achter den rug is, stijgt van 9,000,000 tot 9 miljoen 165,000 frank.

Onder de redenen tot staving dezer verhooging vindt men het feit dat het Werk zijn bescherming gaat uitbreiden tot een duizendtal Belgische weezen die in Frankrijk verblijven.

Men mag zich afvragen of, gelet op de spaarzaamheid waarmede de openbare

besturen — nood breekt wetten — onze medeburgers behandelen die in het land zijn gebleven, het wel gepast is, acht jaar na den wapenstilstand, een nieuwe dienst in te richten ten behoeve van kinderen in het buitenland verblijvende en die, hoogst waarschijnlijk, nooit naar het moederland zullen terugkeeren.

* *

Uwe Commissie uit den wensch dat zij, het volgende jaar, moge te beraadsla-

gen hebben over een ontwerp van begrooting dat merkelyk zal zijn besnoeid.

Zij stelt U voor de U voorgelegde begrooting goed te keuren.

Dit verslag werd eenparig aangenomen.

De Voorzitter,
ALEXANDRE BRAUN.

De Verslaggever,
PAUL TSCHOFFEN.